

Perpignan, le 11 octobre 2019

Le Directeur Académique des Services
de l'Education Nationale,
Directeur des Services Départementaux
de l'Education Nationale des Pyrénées-Orientales

à

Mesdames et Messieurs les Directeurs d'Ecole
S/c de Mesdames et Messieurs les Inspecteurs
de l'Education Nationale

Direction de la vie des élèves

Affaire suivie par :
Lucie LEAL
Virginie CAYRE

Téléphone :
04 68 66 28 76

Courrier électronique :
ce.dsden66sve@ac-montpellier.fr

Document :
Circulaire départementale
a/s Accidents scolaires

45 avenue Jean Giraudoux
B.P. 71080
66103 PERPIGNAN
cedex

Site : <http://ac-montpellier.fr/ia66/>

Objet : Les accidents scolaires.

Réf : - Circulaire N° 2009-154 du 27 octobre 2009, relative à l'information des parents
lors des accidents scolaires ;
- Circulaire n°80-254 du 24 septembre 1980 relative aux formalités à accomplir
en cas d'accident scolaire ;
- Protocole national sur l'organisation des soins et des urgences dans les
Écoles et les EPLE ;

P.J. : - Annexes -

Dans le cadre de vos activités, vous êtes susceptibles d'être confrontés à toute sorte d'accidents scolaires et vous êtes nombreux à interroger la DSDEN sur cette problématique.

En effet, tout accident causé ou subi par un élève confié à un membre de l'enseignement public ou privé sous contrat pendant qu'il se trouve sous la surveillance de ce dernier est susceptible d'engager la responsabilité de l'Etat.

A ce titre, la présente circulaire a pour objet de répondre à la plupart de vos interrogations et de préciser les différentes dispositions qu'il vous appartiendra de suivre tant dans l'organisation des premiers soins à organiser, que dans la procédure administrative qui s'en suivra.

1°/ PROCEDURE A RESPECTER EN CAS D'ACCIDENT

« Relèvent du régime des accidents scolaires ceux survenus pendant le temps scolaire correspondant à l'emploi du temps des élèves mais aussi pendant les activités éducatives organisées hors du temps scolaire, en accord avec l'autorité hiérarchique, qu'elles aient lieu dans l'école ou l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci »...

... de ce fait, il appartient au directeur d'école, ou à l'enseignant en charge de sa classe lors d'une sortie scolaire, de veiller à la prise en charge de l'élève accidenté, dans les meilleures conditions tout en se conformant aux textes en vigueur.

A/ Les premiers soins

- ✚ **Accidents bénins** : La plupart des soins à dispenser sont en lien avec des accidents bénins. Ils s'organisent donc dans l'enceinte de l'établissement au moyen d'une pharmacie, tel que fixé par le protocole national sur l'organisation des soins et des urgences dans les écoles et établissements publics locaux d'enseignement.

En cas d'accident bénin qui surviendrait en dehors de l'établissement, il convient d'appliquer les premiers gestes enseignés lors de votre formation PSC1 ; dans tous les cas, nous vous préconisons de rassurer l'élève et de l'isoler du groupe, d'évaluer la gravité de la situation sans la minimiser et d'appeler les secours à la moindre interrogation de votre part. Bien entendu comme de coutume il convient de prévenir un responsable de l'enfant.

- ✚ **Accidents graves** : Quel que soit le lieu où se produit l'accident grave ou le problème médical important, les personnels de l'éducation nationale doivent porter secours le plus rapidement possible, et, appeler les services d'urgence (SAMU, Pompiers, Police secours...). Lors de cet appel, il est indispensable de mentionner expressément les deux données suivantes qui permettent aux services compétents de déclencher l'envoi de médecin et de véhicules :

- ☞ **La nature de l'appel et la description la plus exacte possible de la situation ;**
- ☞ **Le fait qu'il n'y ait pas de possibilité d'isoler l'enfant dans un « lieu protégé » ;**

Par « lieu protégé » on entend, une pièce dédiée à l'accueil des personnes souffrantes ET la possibilité d'y dispenser les premiers soins. En effet, les opérateurs du CTA/CODIS (centre de traitement d'alerte / centre opérationnel départemental d'incendie et de secours) des Pyrénées-Orientales, travaillant en étroite relation avec le SAMU sont particulièrement attentifs à cette notion et sont en mesure de décider de déclencher le départ des secours sur cette « simple » précision.

Il est recommandé de préciser sa localisation géographique, même si le centre de traitement des appels, situé à Perpignan près de l'aéroport, géolocalise dans les 10 secondes les appels entrants.

Dès l'arrivée des secours, l'enfant est pris en charge et il y a alors « **transfert de responsabilité** ». Le rôle des personnels de l'éducation nationale se limitera alors à mettre les secours en relation directe avec les parents.

Les autorités responsables des services de secours (SAMU, pompiers, police secours...) **ne demandent pas la présence d'un personnel** de l'éducation nationale lorsque le blessé est pris en charge par leur service.

B/ L'accompagnement de l'enfant

Les textes posent clairement le principe selon lequel la présence d'un adulte autre que celle des équipes de secours **n'est pas nécessaire**. En effet, il est clairement expliqué qu'en cas de « *transport, ce dernier ne nécessite pas la présence des forces de l'ordre, d'un parent, d'un représentant légal, ni d'un personnel scolaire accompagnateur. Les sapeurs-pompiers sont habilités à l'effectuer seuls* ». De même, aucune instruction n'impose ni ne recommande au Directeur d'école d'accompagner l'élève dans le véhicule de transport sanitaire, ni de désigner un personnel de l'école pour cet accompagnement.

Celui-ci ne peut donc être motivé que par des considérations humaines de soutien psychologique de l'élève en détresse. Dans le cas d'espèce, il appartiendra au directeur de l'école ou au responsable du groupe de s'assurer que l'absence du personnel en cause ne sera pas une gêne pour la bonne marche du service ou de la sortie.

II°/ FORMALITES ADMINISTRATIVES RELATIVES A LA DECLARATION D'ACCIDENT

Il convient d'être particulièrement réactif dans la communication de l'ensemble des éléments du dossier de déclaration d'accident, bien qu'ayant à intervenir dans un climat émotionnel certain lié aux dommages corporels subis.

A/ Rédaction de la déclaration d'accident scolaire

- ✦ **Pour information importante**, il n'y a pas lieu d'établir de déclaration à l'attention des I.E.N. pour les accidents suivants :

- ☞ S'ils concernent uniquement des dégâts matériels (*bris de lunettes, prothèses dentaires...*) sans causer de dommage corporel ;

- ☞ S'ils ont lieu durant le temps périscolaire, dès lors que les élèves sont placés sous la surveillance d'un personnel territorial ; pour illustration, si l'élève est à la cantine, lorsque survient l'accident, il vous est conseillé de renseigner le document de déclaration, à toute fin utile, lors du retour de l'enfant dans votre école. Ce document devra être transmis à la mairie à titre principal et à la DSDEN à titre subsidiaire. Et ce, afin d'éviter toute confusion quant à l'entité en charge du suivi administratif, voire juridique du dossier. En dernier lieu, nous vous rappelons qu'afin d'éviter tout risque de situation litigieuse, il convient d'inviter les familles à contracter une assurance en responsabilité civile couvrant ce type d'accident.

- ✦ La déclaration est établie, **dans les 48h après l'accident**, sous la responsabilité du directeur d'école. Elle est obligatoirement conservée dans l'établissement jusqu'aux 28 ans révolus de l'élève victime, le délai de prescription d'action en justice de la victime étant de dix ans après sa majorité.

Elle doit donc être **correctement remplie, de façon précise et détaillée sur les circonstances de l'accident**. Tous les champs de la déclaration doivent être renseignés et **les conclusions** du directeur d'école et le **visa** doivent y figurer. De plus, lorsque l'accident a donné lieu à une consultation médicale ou un soin hospitalier un certificat médical doit y être joint **obligatoirement**.

En effet, ce document servant de base pour d'éventuelles contestations, il convient d'être à même de pouvoir répondre à de potentiels recours afin de pallier tout vice de procédure dans l'intérêt des familles et de protéger les personnels de l'éducation nationale.

B/ Procédure de transmission et communication aux familles

- ✦ Tout dossier d'accident scolaire doit être adressé, dans les 48h suivant l'accident, à l'I.E.N. de circonscription en un exemplaire afin qu'il y appose son visa. Une fois le document visé, l'exemplaire est transmis à la Direction de la Vie des Elèves pour vérification de la complétude du dossier et archivage jusqu'à épuisement des délais mentionnés ci-dessus. Il sera ainsi tenu à la disposition du service juridique du rectorat si besoin en était.

- ✦ Les parents des élèves en cause, que ces derniers soient auteurs ou victimes de l'accident, ont 48h à compter de l'accident pour modifier le contenu de la déclaration et demander la transmission dudit dossier sans qu'un délai butoir leur soit opposable. Le directeur d'école doit bien s'assurer que les mentions mettant en cause des tiers soient occultées.

Les compagnies d'assurance, qui ont reçu une autorisation expresse donnée à cet effet par les familles de ces élèves, peuvent également en être destinataires, dans les mêmes conditions et délais.

Le rapport d'accident scolaire peut être consulté sur place ou envoyé à la famille, **sous réserve que soient occultées les mentions mettant en cause des tiers** (identité des témoins), ainsi que celles couvertes par le secret de la vie privée (nom, adresse des parents de l'enfant auteur et coordonnées de leur assurance).

Les parents d'un élève victime d'un accident scolaire, qui souhaiteraient avoir accès à ces informations aux fins d'une action en responsabilité civile contre les parents de l'élève auteur, ont la possibilité de les demander au directeur d'école, lequel doit recueillir préalablement l'accord des parents de l'élève auteur du dommage.

En cas de refus de ces derniers, les parents de l'élève victime pourront obtenir toutes informations utiles dans le cadre de l'enquête diligentée par le juge, dans l'hypothèse où ils décideraient de porter plainte.

Enfin, l'Observatoire National de la Sécurité des Etablissements Scolaires et d'Enseignement Supérieur souhaite disposer d'éléments statistiques relatifs aux accidents scolaires dont les élèves sont victimes dès lors que cela a entraîné une consultation médicale ou un soin hospitalier.

Comme les années précédentes, la saisie des informations se fait sur le réseau intranet.

La fiche statistique est à renseigner directement sur le site :

<http://enquetes.orion.education.fr/baobac/primaire>, et peut être transmise avec la déclaration à votre I.E.N. de circonscription.

C/ L'importance de souscrire une assurance scolaire

Comme exposé dans le paragraphe A, disposer d'une attestation d'assurance couvrant les accidents scolaires permet de pallier les cas litigieux.

Concernant les activités scolaires obligatoires, l'assurance n'est pas obligatoire mais demeure fortement conseillée. Elle permet de garantir les dommages causés ou subis par l'élève dans le cas où aucune faute de l'éducation nationale ou de mauvais fonctionnement de service ne pourrait être retenue.

Dans le cadre des activités facultatives, l'assurance devient obligatoire ; elle doit couvrir non seulement les dommages dont l'élève serait l'auteur mais également ceux qu'il pourrait subir.

Michel ROUQUETTE

The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Michel ROUQUETTE'. The signature is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Direction des Services Académiques de l'Éducation Nationale' and 'Académie des Pyrénées-Orientales' around a central emblem. There is also a small star at the bottom of the stamp.